



DECLARATION LIMINAIRE

**45% de stigmatisation + 45% de discrimination sanitaire =
90 % de raisons de ne plus se soigner !**

Le bureau local **Force Ouvrière Justice** souhaite dénoncer avec fermeté le décret du 28 février, réduisant à 90 % la rémunération des agents en congé de maladie ordinaire (CMO), c'est une attaque inacceptable contre les droits des fonctionnaires. Une fois de plus, les agents publics sont pris pour cible, sous prétexte de lutte contre l'absentéisme, alors que cette mesure ne fera qu'aggraver la situation.

⊖ UNE MENACE SANITAIRE MAJEURE

En instaurant une perte de salaire massive, ce décret va contraindre des agents malades à venir travailler, au risque de contaminer leurs collègues et les usagers. C'est une aberration ! Cette politique va favoriser la propagation des maladies et mettre en danger la santé des agents et du public.

⚠ DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES

Un agent malade qui travaille, c'est un agent affaibli, moins performant et plus exposé aux accidents. Cette mesure va accroître la souffrance au travail, la fatigue et le mal-être, aggravant ainsi le problème au lieu de le résoudre.

✗ UNE FAUSSE SOLUTION, UN VÉRITABLE DANGER

Pénaliser financièrement tous les agents sous prétexte de réduire l'absentéisme, c'est mépriser leur engagement et leur dévouement. Cette réforme brutale ne fera que provoquer plus d'arrêts longs et une explosion des pathologies chroniques, car les agents, poussés à bout, finiront par craquer physiquement et mentalement.

FORCE OUVRIÈRE JUSTICE DIT STOP !

Nous dénonçons avec force cette attaque injustifiée contre les fonctionnaires et exigeons des mesures respectueuses des agents et de leur santé. La lutte contre l'absentéisme ne doit pas se faire au détriment des malades, mais par une politique de prévention, de reconnaissance du travail et d'amélioration des conditions d'exercice.

Cette nouvelle disposition de traitement est une véritable discrimination sanitaire !

Punir les malades, c'est condamner le service public !!!!

Le bureau local Force Ouvrière Justice dit NON à cette injustice.

